

DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION A L'ETRANGER REGROUPES AU SEIN DE L'ADC-IKIBIRI

1. Nous, membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI, lançons un vibrant cri d'alarme pour la situation implosive au Burundi qui menace le processus de Paix et de Réconciliation prêché par les Accords d'Arusha et les principes de la Démocratie. Nous faisons appel à l'intervention de la Communauté Burundaise toute entière et de la Communauté Internationale dans la résolution de la crise actuelle politique, sécuritaire, sociale et économique qui ne cesse de se détériorer.
2. Actuellement, nous vivons réellement une situation implosive au Burundi ponctuée par l'insécurité grandissante et la corruption généralisée nourries et planifiées par le régime en place à Bujumbura. Le rouleau compresseur sur l'Opposition, la Société Civile, les Médias et les expatriés continue à fonctionner et devient un mode de gouvernance du pouvoir actuel. Des arrestations arbitraires des membres de l'opposition s'observent quotidiennement, les leaders de l'opposition ont été poussés à l'exil, des assassinats ciblés des FNL en particulier, mais aussi du MSD, ainsi que ceux des étrangers, des emprisonnements et des menaces de mort des membres des partis de l'opposition et de la société civile sont monnaie courante. Au lieu de prôner la démocratie tant criée par ses émissaires, le régime en place, dans les faits, empêche les partis politiques de fonctionner, élabore et met en application les plans de division des partis politiques par la création des ailes comme il en a été pour les FNL et aujourd'hui l'UPD.
3. Qu'à cela ne tienne, le parti au pouvoir appuyé par les Imbonerakure (sa milice armée), le SNR (Police Présidentielle) ainsi que certains éléments de la Police Nationale (PN) et de l'Armée burundaise ont déjà mis en place et en exécution un plan d'élimination physique pur et simple des membres de l'Opposition appelé « **Safisha** ». Ce n'est plus un secret pour personne ! Un document confidentiel tenu au secret décrit comment le parti CNDD-FDD entend se maintenir coûte que coûte au pouvoir par trucage encore une fois les élections de 2015 en écartant progressivement tous ceux qui ne riment pas dans le même sens que le parti présidentiel. Entre autres réduire au silence ou effacer l'opposition tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ainsi que la Société Civile et les Médias.
4. Loin d'en faire une liste exhaustive, citons quelques cas atroces très récents qui confirment la mise en exécution de ce plan macabre.
5. Plus de 300 membres du FNL tués à travers tout le pays du mois de mai jusqu'au mois de novembre de cette année, surtout dans Bujumbura Rural et Muyinga, d'autres se sont réfugiés dans les locaux du CNIDH.
6. Une quarantaine de Burundais tués dans le carnage de Gatumba planifié et exécuté par les éléments de la PN et du SNR, donc par le pouvoir CNDD-FDD.
7. Deux étudiants assassinés à l'Université du Burundi campus Mutanga par la police lors d'une perquisition d'armes amenées expressément par les éléments du SNR dans l'ultime but d'accuser à tort l'opposition.
8. L'assassinat crapuleux de Léandre Bukuru membre du parti MSD à Gitega par des membres dénoncés de la PN, l'emprisonnement illégal dans les cachots du SNR pendant près d'un mois de Munyembabazi William, Secrétaire Général du CNDD.

9. Plus récemment, l'assassinat par le pouvoir CNDD-FDD de la Sœur LUKRECIJA Mamic, une religieuse d'origine croate et d'un autre expatrié, BAZZANI Francesco, un médecin d'origine italienne à Kiremba.
10. Pour tous ces cas assassinats, l'ADC-IKIBIRI à l'étranger présente ses condoléances attristées aux familles éprouvées de toutes ces atrocités du pouvoir dictatorial CNDD-FDD.
11. En plus de la violation flagrante des droits de l'homme, les crimes de sang, l'insécurité grandissante et la persécution des burundais et des étrangers, nous observons une corruption généralisée, des malversations économiques et des détournements de fonds publics, le manque de transparence et l'opacité dans la gestion de l'Etat, qui s'avèrent être aujourd'hui les grands maux conduisant à la mauvaise gouvernance qui a atteint son paroxysme au Burundi. La situation est d'autant plus inquiétante aux yeux des Burundais, amis du Burundi et les bailleurs de fonds que ces mauvaises pratiques de gestion opaque s'institutionnalisent au grand jour sous l'instigation et la bénédiction explicite du Président Nkurunziza.
12. L'ADC-Ikibiri, ne cessera jamais de dénoncer les cas des malversations économiques qui s'observent dans sa chère patrie. Tenez, les cas de corruption continuent à frayer la chronique. Citons notamment la vente illicite du jet présidentiel -le Falcon 50- de façon mafieuse, sans respect d'aucune procédure légale, les cahiers ougandais (affaire de 15 milliards de fbu), le dossier des plaques d'immatriculation, INTERPETROL, les haricots de la police burundaise, le sucre de la SOSUMO, la route RUMONGE, le café burundais, le Pétrole nigérian, les 37 milliards de fbu cédés gratuitement au Congo et au Rwanda, l'achat du matériel défectueux par le ministère de la défense, le scandale mafieux des 650 milliards de fbu (600 millions de dollar) pour l'achat du matériel de communication à la société américaine AEE dénoncé par l'ONG anticorruption OLUCOME et dernièrement l'achat honteux de groupes électrogènes en provenance de Kigali. Une grosse somme de cette transaction a été engloutie par les décideurs au pouvoir. Actuellement le courant électrique manque dans la capitale burundaise et dans le reste du pays.
13. Jour par jour, le gouvernement du Burundi ne cesse de freiner l'épanouissement de son peuple par des actions impopulaires: la hausse vertigineuse des prix des denrées de première nécessité (les produits pétroliers et de la brasserie, l'eau et l'électricité, des documents de voyage dont le passeport), le redéploiement des enseignants et du personnel soignant, l'octroi de l'emploi uniquement aux membres du CNDD-FDD et à ses acolytes, une autre forme de chasse des opposants politiques, les engagements et les promesses non tenus suivis par les revendications légitimes des syndicats est une résultante de ce pilotage aux des destinés du pays sans vision claire.
14. Malgré les efforts pertinents des partenaires politiques et civils, nationaux et internationaux, le pouvoir en place a réfuté toutes les propositions pertinentes de dialogue initié par notre coalition et soutenues par ces partenaires du Burundi qui contribuent au programme de consolidation de la paix dans notre pays.
15. Plus récemment une proposition de résolution relative à la situation sociopolitique et sécuritaire a été adoptée par une Commission des Relations Extérieures et de la Défense du Sénat belge. Dans cette résolution la commission s'est bien inspirée de l'impasse politique actuelle qui découle des précédentes élections contestées par l'ADC-Ikibiri, l'absence de dialogue entre les acteurs politiques burundais (une lacune qui témoigne un recul démocratique), violations à grande échelle de droits humains, menaces envers les médias et la société civile ainsi que l'absence de bonne gouvernance.

16. Au lieu de s'amender et de suivre les conseils-recommandations du Sénat belge, le pouvoir en place à Bujumbura, via son porte-parole Mr NZOBONARIBA, vient de s'illustrer par des bourdes diplomatiques hors normes en s'attaquant directement au Royaume de Belgique. Arguant que ce dernier n'a pas de leçons à donner aux dirigeants burundais étant donné qu'il vient de passer plus d'une année sans gouvernement. Peut-être que NZOBONARIBA ignorait que ce même gouvernement dont il est porte parole allait envoyer M. RUFYIKIRI et sa délégation pour quémander un appui budgétaire à ce même royaume à qui il venait de s'en prendre sans ménagement!
17. Par ailleurs, le gouvernement menace de poursuivre même à l'étranger les hommes et les femmes politiques regroupés au sein de l'ADC-Ikibiri pour en découdre définitivement avec l'opposition. Nous sommes informés que le plan « **Safisha** » en cours d'exécution au pays s'étendant à l'étranger. Sur ce, le Service National de Renseignements burundais vient d'envoyer dans plusieurs pays d'Europe et d'Afrique des escadrons de la mort pour éliminer physiquement ou empoisonner tous les opposants évoluant au sein de la diaspora burundaise.
18. La situation sécuritaire actuelle dépasse la limite du tolérable. Nous apprenons des assassinats des familles entières, des passants, dans des buvettes, dans des champs. Le pouvoir en place s'évertue à minimiser cette situation hors du commun et continue à semer les divisions au sein de la population et à institutionnaliser l'impunité comme mode de gouvernance. Pour que le Burundi ne replonge plus dans un cercle vicieux de guerre civile emportant surtout des civils, il est grand temps que toute la communauté tant nationale qu'internationale se lève comme un seul homme pour réagir afin de parer tout dérapage éventuel.

Sur ce, l'ADC-Ikibiri demande instamment qu'il y ait des voies de sortie de cette situation implosive au Burundi ponctuée par la gabegie, népotisme et la corruption généralisée dont résulte une insécurité grandissante qui s'observe à travers tout le pays.

Ainsi, nous recommandons au gouvernement de:

1. assainir le climat politique en privilégiant le dialogue avec tous les acteurs sociopolitiques, seule issue pour prévenir les crises et rassurer les leaders de l'opposition qui ont fui leur pays afin qu'ils regagnent leur terre natale.
2. restituer le parti FNL à son leader charismatique Monsieur Agathon Rwasa, le seul légal et légitime.
3. s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes de quelque parti que ce soit comme on vient de le constater au parti UPD. Le pseudo-congrès organisé par Zedi Feruzi, marionnette du pouvoir CNDD-FDD doit être frappé de nullité.
4. créer un climat d'apaisement par la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et d'opinion, l'arrêt des persécutions et tracasseries de l'opposition, des médias, de la société civile et des étrangers.

La communauté internationale devrait s'investir davantage :

1. à faire pression au pouvoir Burundais pour qu'il change sa vision manichéiste d'exercer le pouvoir et accepte d'entamer des négociations avec l'opposition regroupée au sein l'ADC-Ikibiri.

2. à obliger le pouvoir en place et principalement le Chef de l'Etat burundais Pierre Nkurunziza à s'inscrire dans une logique de paix, de bonne gouvernance et non dans une logique de destruction, d'exclusion, de domination, d'élimination et d'oppression contre l'opposition.
3. à être témoin et limiter les aides matérielles et financières seulement à des fins humanitaires et faire une pression sur le Président Nkurunziza dans l'aboutissement de ce dialogue dans l'ultime but de créer l'espace de libre exercice politique et le retour des leaders de l'opposition de leur exil.
4. à ne pas délivrer de visas et geler les comptes dans l'espace Européen des membres du pouvoir impliqués dans ces crimes de sang et économiques.

Pour conclure, l'ADC-Ikibiri tient à réitérer de nouveau son principe sacro-saint de la voie pacifique par le dialogue. Elle réaffirme que s'il advient des dérapages dus à l'exaspération profonde de la population, le pouvoir Nkurunziza et son gouvernement seront tenus pour responsables. Il est plus que temps de parer au pire afin d'éviter au peuple burundais une autre crise meurtrière et dévastatrice.

Fait à Bruxelles, le 08/12/2011

Pour l'ADC-Ikibiri à l'Etranger

Aimé Magera, Coordinateur